

Article

Abandon scolaire des filles dans la Sous-division de l'Éducation nationale et Nouvelle Citoyenneté (EDU-NC) de la ville de Beni : analyse descriptive des causes déclarées et pistes d'intervention

Kambale Mulenda Boaz

Domaine des Sciences Psychologiques et de l'éducation, Institut Supérieur Pédagogique de Beni, ISP BENI, P.O. Box 02, République Démocratique du Congo

Correspondant : boazmulenda65@gmail.com

Citation : KAMBALE MULENDA Boaz.
Abandon scolaire des filles dans la Sous-division de l'Éducation nationale et Nouvelle Citoyenneté (EDU-NC) de la ville de Beni : analyse descriptive des causes déclarées et pistes d'intervention. *Etincelle*. 2026, vol. 26, no. 2.
<https://doi.org/10.61532/rime262171>

Reçu : 10 Juin 2026
Accepté : 20 Août 2026
Publié : 14 Septembre 2026

Note de l'éditeur : Ishango-uac reste neutre en ce qui concerne les revendications juridictionnelles dans les cartes géographiques publiées et les affiliations institutionnelles des auteurs.



Copyright: © 2026 par l'auteur. Soumis pour une publication en libre accès selon les termes et conditions de la licence Creative Commons Attribution (CC BY) (<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/>).

Abstract : Cette étude analyse les causes déclarées de l'abandon scolaire des filles dans la Sous-division de l'Éducation nationale et Nouvelle Citoyenneté (EDU-NC) de la ville de Beni à partir d'une démarche descriptive et documentaire. L'analyse porte sur 566 filles enquêtées parmi 1 942 cas d'abandon scolaire recensés pour l'année scolaire 2024-2025, soit 29,1 % de l'effectif administratif disponible. Les données catégorielles ont été synthétisées par fréquences, pourcentages et intervalles de confiance descriptifs à 95 %. Un test du χ^2 d'adéquation a été utilisé, à titre exploratoire, pour comparer la distribution observée des réponses à une distribution uniforme. Le manque de frais scolaires (112; 19,8 %), l'insécurité (102; 18,0 %) et le décès d'un ou des parents (80; 14,1 %) constituent les trois causes les plus fréquemment déclarées et totalisent 294 réponses sur 566 (51,9 %). La distribution des dix causes diffère nettement d'une répartition uniforme, $\chi^2(9) = 149,30$, $p < 0,001$, avec une taille d'effet de Cohen élevée ($w = 0,51$). Parmi les conséquences perçues, la délinquance juvénile (35,7 %) et l'illettrisme (25,4 %) sont les plus citées. Les priorités d'intervention les plus souvent retenues sont l'amélioration durable de la sécurité (28,8 %) et des conditions socioéconomiques des ménages (27,9 %). Ces résultats décrivent des perceptions et des distributions de réponses; ils ne démontrent pas de relations causales individuelles. Les résultats plaident pour une stratégie intégrée combinant détection précoce des absences, appui ciblé aux filles économiquement vulnérables, sécurisation des trajets scolaires, maintien et réintégration des adolescentes enceintes ou mères, accompagnement pédagogique, hygiène menstruelle, mentorat et implication des familles. La prévention de l'abandon scolaire des filles à Beni requiert ainsi une coordination entre établissements, Sous-division de l'EDU-NC, familles, autorités locales et partenaires éducatifs.

Mots-clés : abandon scolaire ; filles ; Beni ; RDC ; éducation secondaire ; insécurité ; coûts scolaires ; grossesse adolescente ; maintien scolaire ; χ^2 .

1. Introduction

L'éducation des filles constitue à la fois un droit fondamental, un levier de protection et un déterminant du développement humain. En République démocratique du Congo (RDC), les progrès d'accès au primaire n'éliminent toutefois ni les sorties précoces du système ni les inégalités de parcours au secondaire. L'abandon doit être appréhendé comme un processus de désengagement pouvant être précédé par des absences répétées, des retards, une baisse des performances, des contraintes familiales ou un choc économique, sanitaire ou sécuritaire. L'enjeu scientifique n'est donc pas seulement de compter les sorties scolaires, mais d'identifier les configurations de vulnérabilité qui les précèdent et les entretiennent (Adelman et al., 2021; UNICEF RDC, 2021).

Dans cette étude, l'abandon scolaire désigne l'interruption de la fréquentation avant l'achèvement du cycle concerné. Cette définition opérationnelle couvre des situations hétérogènes : interruption temporaire ou durable, départ après un événement aigu (insécurité, décès parental, grossesse, maladie, incapacité à payer les coûts scolaires) ou désengagement progressif associé au redoublement, à l'inadaptation scolaire ou à une diminution de la motivation. La présente analyse porte sur les motifs déclarés par les filles ayant déjà connu l'abandon; elle n'est donc pas conçue pour estimer le risque d'abandon dans l'ensemble de la population scolaire.

La Sous-division de l'EDU-NC de la ville de Beni évolue dans un environnement où les contraintes économiques, institutionnelles et sécuritaires peuvent se cumuler. Les ménages supportent des dépenses liées aux fournitures, uniformes, transport, alimentation et autres coûts directs ou indirects de scolarisation. À l'échelle congolaise, les contraintes de financement des ménages figurent parmi les facteurs associés aux écarts de genre en éducation de base (Adelman et al., 2021). Des travaux menés dans d'autres segments du système éducatif congolais soulignent également la sensibilité des parcours aux conditions institutionnelles et financières : Mpia (2020) discute des fragilités socio-didactiques et structurelles de l'enseignement supérieur en RDC, tandis que Mpia et al. (2023) montrent, dans un contexte universitaire semi-urbain, que les frais académiques sont structurés par plusieurs composantes économiques et institutionnelles. Ces travaux ne portent pas directement sur l'abandon des filles au secondaire, mais ils confortent l'intérêt d'une lecture systémique des contraintes éducatives.

Au niveau national, l'UNICEF estime que 7,6 millions d'enfants âgés de 5 à 17 ans restent hors de l'école en RDC et indique qu'environ la moitié des filles de cette tranche d'âge ne fréquentent pas l'école. L'organisme souligne également le poids des coûts directs et indirects supportés par les ménages pauvres, malgré la politique de gratuité du primaire (UNICEF RDC, s. d.). Les tendances de complétion scolaire confirment que l'enjeu ne se limite pas à l'inscription initiale mais concerne aussi la progression et l'achèvement des cycles (Tefera & Wodon, 2025).

Les déterminants de la participation scolaire des filles sont multidimensionnels. En RDC, Adelman et al. (2021) identifient des barrières liées à la distance, aux infrastructures, à la sécurité, aux conditions sanitaires, aux violences scolaires, à la faible présence d'enseignantes, aux coûts supportés par les ménages, aux travaux domestiques, au mariage précoce et aux grossesses adolescentes. Les normes de genre jouent également un rôle : dans une étude conduite auprès de filles et de leurs aidants dans le Sud-Kivu, des attitudes de genre plus égalitaires étaient associées à une participation scolaire plus élevée (Landis et al., 2021).

Les travaux empiriques menés en RDC montrent en outre que la fréquentation scolaire des filles est étroitement liée aux dimensions de protection et de qualité de l'environnement éducatif. Dans le Sud-Kivu, une participation plus élevée à l'éducation formelle était associée à des niveaux plus faibles de violence physique et sexuelle déclarée chez les filles de 10 à 14 ans (Landis et al., 2019). À l'école primaire, la présence d'enseignantes utilisant des pratiques pédagogiques inclusives et sensibles au genre a également été associée à une meilleure fréquentation des filles (Gándara & Laesecke, 2022). Ces résultats justifient d'examiner simultanément les dimensions économiques, sécuritaires, familiales, de genre et scolaires plutôt que de rechercher une cause unique.

Dans l'Est de la RDC, l'instabilité armée et les déplacements renforcent ces vulnérabilités. En juin 2026, Radio Okapi rapportait que plus de 6 000 finalistes du primaire n'avaient pas pris part à l'ENAFEP dans la province éducationnelle du Nord-Kivu 1, principalement en raison de l'insécurité et des déplacements de population (Radio Okapi, 2026). Ce chiffre ne décrit pas directement la Sous-division de Beni ni le seul groupe des filles, mais il documente l'ampleur régionale des perturbations de continuité scolaire.

Dans ce contexte, la question centrale est la suivante : quelles causes les filles ayant connu un abandon scolaire déclarent-elles dans la Sous-division de l'EDU-NC de la ville de Beni, comment ces causes et conséquences se distribuent-elles, et quelles priorités d'intervention ressortent de leurs réponses pour prévenir de nouvelles ruptures et soutenir le maintien ou la réintégration scolaire ?

L'objectif général est d'analyser la distribution des causes déclarées de l'abandon scolaire des filles dans la Sous-division de l'EDU-NC de la ville de Beni et de dégager des pistes d'intervention adaptées au contexte local. Plus précisément, l'étude vise à : (1) caractériser les causes les plus fréquemment rapportées; (2) décrire les conséquences perçues; (3) examiner, par un test du χ^2 d'adéquation, si les fréquences observées s'écartent d'une distribution uniforme; et (4) hiérarchiser les priorités d'action proposées par les répondantes.

2. Méthodologie

La présente étude adopte un devis descriptif et analytique appuyé par une revue documentaire. La composante empirique exploite des données d'enquête de terrain collectées en 2025 auprès de 566 filles ayant connu un abandon scolaire, mises en regard d'un total administratif de 1 942 cas recensés pour l'année scolaire 2024-2025. Les 566 observations représentent ainsi 29,1 % du nombre de cas administrativement rapportés. La procédure de sélection des participantes n'étant pas documentée dans le fichier disponible, cette proportion ne doit pas être interprétée comme un taux de réponse ni comme la preuve d'un échantillonnage probabiliste.

L'analyse documentaire a mobilisé les rapports de la Sous-division de l'EDU-NC de la ville de Beni, des documents institutionnels nationaux et internationaux et des travaux scientifiques portant sur la scolarisation des filles, les écarts de genre, la sécurité, les coûts éducatifs, la grossesse adolescente, l'hygiène menstruelle et la participation scolaire en RDC et en Afrique subsaharienne. Cette triangulation vise à contextualiser les résultats locaux sans substituer la littérature aux données de terrain.

Les réponses ont été organisées en trois ensembles : causes déclarées de l'abandon, conséquences perçues et pistes de solutions prioritaires. Dans chacun des trois tableaux, les effectifs totalisent 566, ce qui correspond à une modalité principale enregistrée par répondante pour l'analyse présentée. Les libellés des catégories sont conservés tels qu'ils apparaissent dans la base synthétique; leur interprétation doit donc rester descriptive et ne pas être assimilée à des diagnostics cliniques, sociaux ou comportementaux indépendamment validés.

Les analyses reposent sur les fréquences absolues, les pourcentages et des intervalles de confiance descriptifs à 95 % calculés par la méthode de Wilson. Le test du χ^2 d'adéquation compare, pour chaque tableau, la distribution observée des réponses à l'hypothèse exploratoire d'une fréquence identique entre les modalités. Cette référence uniforme permet de repérer des concentrations de réponses, mais elle ne teste ni l'association entre deux variables ni l'effet causal d'un facteur sur l'abandon scolaire.

2.1. Population et données utilisées

La population d'intérêt est constituée des filles ayant interrompu temporairement ou durablement leur scolarité dans les établissements secondaires de la Sous-division de l'EDU-NC de la ville de Beni. Les données administratives disponibles font état de 1 942 cas d'abandon scolaire chez les filles pour la période considérée; l'analyse porte sur 566 répondantes disposant d'informations exploitables sur les causes, conséquences et pistes de solutions.

2.2. Formules de suivi de l'abandon scolaire

$$\text{Taux d'abandon scolaire des filles} = \frac{\text{Nombre de filles ayant abandonné l'école}}{\text{Nombre de filles inscrites au début de l'année}} \times 100$$

$$\text{Taux de maintien scolaire des filles} = \frac{\text{Nombre de filles présentes à la fin de l'année}}{\text{Nombre de filles inscrites au début de l'année}} \times 100$$

$$\text{Taux de réintégration des filles} = \frac{\text{Nombre de filles réintégrées à l'école}}{\text{Nombre de filles identifiées comme ayant abandonné l'école}} \times 100$$

Ces trois indicateurs sont utiles pour un dispositif institutionnel de suivi longitudinal. Ils ne sont pas calculés dans la présente étude, faute de dénominateurs annuels complets par établissement pour les inscriptions, le maintien et les réintégrations.

2.3. Formules statistiques utilisées

Pour les distributions catégorielles présentées dans les tableaux, le χ^2 d'adéquation est calculé à partir de la formule suivante :

$$\chi^2 = \sum \frac{(f_o - f_t)^2}{f_t}$$

Dans cette expression, f_o représente la fréquence observée et f_t la fréquence théorique attendue sous l'hypothèse nulle; Σ désigne la somme des contributions de toutes les modalités.

Sous l'hypothèse exploratoire d'une distribution uniforme, la fréquence théorique est obtenue par :

$$f_t = \frac{N}{k}$$

N désigne l'effectif total et k le nombre de modalités; le degré de liberté est $ddl = k - 1$. La taille d'effet de Cohen a également été calculée selon $w = \sqrt{(\chi^2/N)}$, afin de compléter l'information fournie par la significativité statistique.

Au seuil $\alpha = 0,05$, l'hypothèse d'une distribution uniforme est rejetée lorsque $p < 0,05$. Dans cette étude, les valeurs p sont rapportées avec le χ^2 global, les degrés de liberté et w . Ces tests sont descriptifs et exploratoires : l'étude ne comporte ni groupe de comparaison de filles restées scolarisées ni données individuelles permettant une modélisation multivariée du risque d'abandon.

3. Résultats

Les résultats sont présentés en trois blocs : causes déclarées, conséquences perçues et priorités d'intervention. Les pourcentages sont calculés sur $n = 566$ et sont accompagnés d'IC descriptifs à 95 %. Les tests du χ^2 portent sur la distribution globale de chaque ensemble de modalités.

Tableau 1. Causes déclarées de l'abandon scolaire des filles ($n = 566$)

N°	Causes déclarées	Fo	%	IC à 95 %
1	Manque de frais scolaires	112	19,8	16,7–23,3
2	Insécurité	102	18,0	15,1–21,4
3	Décès des parents	80	14,1	11,5–17,2
4	Indiscipline scolaire	51	9,0	6,9–11,7
5	Redoublement	46	8,1	6,1–10,7
6	Insouciance des parents envers les études	45	8,0	6,0–10,5
7	Grossesse précoce ou conduite à risque	42	7,4	5,5–9,9
8	Inadaptation scolaire	34	6,0	4,3–8,3
9	Manque d'intérêt et de motivation	30	5,3	3,7–7,5
10	Maladie chronique	24	4,2	2,9–6,2
Total		566	100,0	—

Source : Enquête de terrain, 2025. Note : IC à 95 % de Wilson, non pondérés.

Le manque de frais scolaires est la cause la plus fréquemment déclarée (112; 19,8 %; IC à 95 % : 16,7-23,3), suivi de l'insécurité (102; 18,0 %; IC : 15,1-21,4) et du décès

d'un ou des parents (80; 14,1 %; IC : 11,5-17,2). Ensemble, ces trois modalités représentent 294 réponses, soit 51,9 % de l'ensemble. La maladie chronique est la modalité la moins fréquente (24; 4,2 %; IC : 2,9-6,2).

Le test du χ^2 d'adéquation rejette l'hypothèse d'une répartition uniforme entre les dix causes : $\chi^2(9) = 149,30$, $p < 0,001$. La taille d'effet est élevée ($w = 0,51$), indiquant une forte concentration relative des réponses sur certaines catégories. Ce résultat montre une hétérogénéité des fréquences déclarées; il ne permet pas de conclure qu'une cause produit individuellement davantage d'abandons qu'une autre dans l'ensemble de la population scolaire.

Tableau 2. Conséquences perçues de l'abandon scolaire des filles ($n = 566$)

N°	Conséquences déclarées	Fo	%	IC à 95 %
1	Délinquance juvénile	202	35,7	31,9–39,7
2	Illettrisme	144	25,4	22,0–29,2
3	Sentiment de sous-estimation	111	19,6	16,5–23,1
4	Pauvreté	62	11,0	8,6–13,8
5	Manque d'emploi	47	8,3	6,3–10,9
Total		566	100,0	—

Source : Enquête de terrain, 2025. Note : IC à 95 % de Wilson, non pondérés.

Parmi les conséquences perçues, la délinquance juvénile est la plus souvent citée (202; 35,7 %; IC à 95 % : 31,9-39,7), devant l'illettrisme (144; 25,4 %; IC : 22,0-29,2) et le sentiment de sous-estimation (111; 19,6 %; IC : 16,5-23,1). Le manque d'emploi est la modalité la moins citée (47; 8,3 %; IC : 6,3-10,9). Ces réponses reflètent les perceptions des enquêtées et non des incidences longitudinales directement observées.

La distribution des cinq conséquences perçues s'écarte significativement d'une distribution uniforme : $\chi^2(4) = 139,95$, $p < 0,001$, avec une taille d'effet élevée ($w = 0,50$). Les conséquences ne sont donc pas citées avec la même fréquence.

Tableau 3. Pistes de solutions prioritaires contre l'abandon scolaire des filles ($n = 566$)

N°	Pistes de solutions	fo	%	IC à 95 %
1	Garantir une sécurité durable	163	28,8	25,2–32,7
2	Améliorer les conditions socioéconomiques des ménages	158	27,9	24,4–31,8
3	Renforcer la prise de conscience des filles et des familles	133	23,5	20,2–27,2
4	Promouvoir la discipline scolaire et personnelle	60	10,6	8,3–13,4
5	Lutter contre les mauvaises fréquentations	52	9,2	7,1–11,8
Total		566	100,0	—

Source : Enquête de terrain, 2025. Note : IC à 95 % de Wilson, non pondérés.

La sécurité durable constitue la priorité la plus fréquemment retenue (163; 28,8 %; IC à 95 % : 25,2-32,7), suivie de l'amélioration des conditions socioéconomiques des ménages (158; 27,9 %; IC : 24,4-31,8) et du renforcement de la prise de conscience des filles et des familles (133; 23,5 %; IC : 20,2-27,2). La lutte contre les « mauvaises fréquentations », selon le libellé de l'enquête, est la modalité la moins choisie (52; 9,2 %; IC : 7,1-11,8).

La distribution des cinq priorités diffère d'une répartition uniforme : $\chi^2(4) = 101,19$, $p < 0,001$, avec une taille d'effet modérée à élevée ($w = 0,42$). Ce résultat hiérarchise des priorités déclarées; il ne constitue pas une évaluation de l'efficacité réelle de ces interventions.

4. Discussion

Les résultats montrent que l'abandon scolaire des filles à Beni est décrit par les répondantes à travers plusieurs registres de vulnérabilité : ressources du ménage, insécurité, fragilité familiale, parcours scolaire, grossesse adolescente, santé et motivation. Cette pluralité converge avec la littérature congolaise, qui décrit les écarts de participation scolaire comme le produit d'interactions entre facteurs de l'offre éducative, contraintes de la demande, normes de genre et conditions de sécurité (Adelman et al.,

2021; Landis et al., 2021). La présente étude ne peut cependant établir l'enchaînement causal de ces facteurs, car toutes les participantes appartiennent au groupe ayant connu l'abandon.

La concentration des réponses sur trois modalités est particulièrement informative : le manque de frais scolaires, l'insécurité et le décès parental représentent ensemble 51,9 % des causes déclarées. Cette structure suggère que les ruptures scolaires rapportées se situent souvent à l'intersection de contraintes matérielles et de chocs de protection. Elle invite à dépasser les explications centrées uniquement sur la motivation individuelle des filles et à considérer les capacités économiques des ménages, la stabilité familiale et la sécurité du territoire comme des dimensions complémentaires de la continuité scolaire.

Le poids du manque de frais scolaires (19,8 %) est cohérent avec les travaux de la Banque mondiale, qui identifient le financement des ménages parmi les contraintes de la scolarisation des filles en RDC (Adelman et al., 2021), ainsi qu'avec les constats de l'UNICEF sur les coûts directs et indirects supportés par les familles pauvres (UNICEF RDC, s. d.). Dans un autre niveau du système éducatif, Mpia et al. (2023) montrent que les frais académiques dans un contexte congolais semi-urbain sont composés de plusieurs postes susceptibles de varier; cette littérature ne prouve pas un effet sur l'abandon au secondaire, mais elle renforce l'idée que l'accessibilité financière de l'éducation doit être analysée comme une contrainte structurée et non comme une simple préférence familiale. Les fragilités institutionnelles décrites par Mpia (2020) invitent également à articuler ressources des ménages et capacité du système éducatif à soutenir les apprenants vulnérables.

L'insécurité arrive au deuxième rang des causes déclarées (18,0 %). Dans un contexte comme le Nord-Kivu, les déplacements de population, les risques sur les trajets, les interruptions de services et la perte de revenus peuvent agir simultanément sur la fréquentation. Les données régionales sur les perturbations des examens documentent cette pression sur la continuité scolaire (Radio Okapi, 2026). En RDC, la littérature montre par ailleurs que la participation à l'éducation formelle est liée à des enjeux de protection chez les adolescentes (Landis et al., 2019). Les mesures de maintien scolaire doivent donc intégrer la sécurité des trajets et des établissements, et pas seulement les dimensions pédagogiques.

Les facteurs scolaires demeurent néanmoins pertinents : redoublement (8,1 %), inadaptation scolaire (6,0 %), indiscipline scolaire (9,0 %) et manque d'intérêt ou de motivation (5,3 %) représentent des signaux qui peuvent précéder ou accompagner le désengagement. Les recherches conduites en RDC soulignent l'importance de pratiques pédagogiques sensibles au genre et inclusives pour la fréquentation des filles (Gándara & Laesecke, 2022). Un système d'alerte fondé sur les absences répétées, le redoublement, les retards et la baisse des performances peut donc permettre d'intervenir avant la rupture définitive, à condition qu'il soit associé à un accompagnement plutôt qu'à une logique punitive.

La grossesse précoce ou les conduites à risque représentent 7,4 % des causes déclarées. Les normes de genre, la stigmatisation, les responsabilités de soins et la pauvreté peuvent limiter la réintégration des adolescentes enceintes ou mères. En Afrique subsaharienne, la littérature récente sur les politiques de seconde chance montre que l'existence d'une politique de réintégration ne garantit pas son application effective lorsque persistent stigma, contraintes économiques, garde d'enfant insuffisante et interprétations variables au niveau scolaire (Nyakato et al., 2026). La décision congolaise de maintenir les filles enceintes à l'école constitue donc une base importante, mais son impact dépend de procédures scolaires concrètes et non discriminatoires (MINEDU-NC, 2025). Les travaux sur les attitudes de genre en RDC renforcent également la nécessité d'impliquer les familles et les communautés (Landis et al., 2021; UNICEF Data, 2024).

Les conséquences rapportées doivent être interprétées comme des perceptions et non comme des effets démontrés par suivi longitudinal. Néanmoins, le poids accordé à l'illettrisme, à la pauvreté, au manque d'emploi et à la sous-estimation de soi montre que les répondantes associent l'abandon à des pertes de capital scolaire, économique et psychosocial. Des travaux récents en RDC indiquent que les difficultés de santé mentale et de fréquentation scolaire peuvent être simultanément marquées dans des contextes affectés par les crises (Zook et al., 2025). Par ailleurs, l'hygiène menstruelle n'apparaît pas comme une modalité de cause dans les tableaux de cette enquête; elle demeure toutefois une intervention complémentaire soutenue par les revues systématiques africaines, qui relient l'accès aux produits, à l'eau, à l'assainissement, à la confidentialité et à l'éducation menstruelle aux conditions de présence et de bien-être scolaires (Anbesu & Asgedom, 2023; Betsu et al., 2024).

5. Recommandations

Mettre en place un système d'alerte précoce. Chaque établissement devrait suivre mensuellement les absences répétées, les retards, le redoublement, la baisse rapide des résultats et les signes de vulnérabilité économique ou familiale. Le dispositif devrait définir un seuil d'alerte, un responsable du suivi et un délai court de contact avec la famille.

Renforcer le suivi familial. Les directions, titulaires de classe et services d'orientation devraient contacter rapidement les parents ou responsables lorsqu'une fille accumule des absences. Les visites à domicile, lorsqu'elles sont sûres et acceptables, peuvent aider à distinguer les difficultés économiques, familiales, sanitaires, sécuritaires ou pédagogiques et à proposer une réponse adaptée.

Cibler l'appui économique. Compte tenu du poids du manque de frais scolaires dans les réponses, les écoles, comités de parents, autorités éducatives et partenaires devraient prioriser les filles présentant une vulnérabilité documentée : kits scolaires, fournitures, uniformes, transport, cantines ou mécanismes transparents de solidarité. Le ciblage doit reposer sur des critères explicites afin d'éviter l'arbitraire (Adelman et al., 2021).

Garantir le maintien et la réintégration des filles enceintes ou mères. La circulaire nationale doit être traduite en procédures d'établissement interdisant les exclusions formelles ou informelles, prévoyant la confidentialité, l'accompagnement psychosocial, des aménagements raisonnables et un plan de rattrapage. La littérature sur la réintégration des mères adolescentes montre que la mise en œuvre, le soutien familial et les contraintes économiques sont déterminants (MINEDU-NC, 2025; Nyakato et al., 2026).

Renforcer la sécurité scolaire et des trajets. Les autorités politico-administratives, responsables scolaires et communautés devraient cartographier les axes à risque, organiser des mécanismes d'alerte communautaire, adapter les horaires en période de menace et prévoir des mesures de continuité éducative pour les élèves déplacées.

Améliorer les conditions de santé et d'hygiène menstruelle. Les établissements devraient disposer de latrines séparées, sûres et fonctionnelles, d'eau, de dispositifs de lavage et d'élimination, ainsi que d'informations fiables sur la santé menstruelle. Les revues systématiques montrent que les interventions combinant produits, éducation et environnement WASH peuvent améliorer plusieurs dimensions de l'expérience scolaire des filles, même si les effets varient selon les contextes (Anbesu & Asgedom, 2023; Betsu et al., 2024).

Organiser le rattrapage et le mentorat. Les filles ayant connu une maladie, une maternité, un déplacement, un redoublement ou une interruption prolongée devraient bénéficier d'un plan de rattrapage individualisé, complété si possible par un mentorat féminin et un soutien psychosocial pour réduire la probabilité d'une nouvelle rupture.

Impliquer les familles et les leaders communautaires. Les leaders religieux, coutumiers, associatifs et les comités de parents peuvent contribuer à réduire les normes défavorables à la scolarisation des filles, à soutenir la réintégration et à promouvoir des attentes éducatives plus égalitaires. Les résultats obtenus en RDC sur les attitudes de genre soulignent l'intérêt d'une approche écologique qui travaille simultanément avec les filles et leur entourage (Landis et al., 2021).

Ces recommandations sont fondées sur les priorités déclarées dans l'enquête et sur la littérature disponible. Leur efficacité n'a pas été testée dans la présente étude; elles devraient donc faire l'objet d'un suivi par indicateurs de présence, maintien, réintégration et achèvement scolaire.

6. Limites de l'étude

Cette étude présente plusieurs limites. Premièrement, la procédure de sélection des 566 répondantes parmi les 1 942 cas administrativement recensés n'est pas documentée dans les données mises à disposition; la représentativité statistique de l'échantillon ne peut donc pas être établie. Deuxièmement, toutes les participantes ont connu l'abandon scolaire : l'absence d'un groupe de filles restées scolarisées empêche d'estimer des risques relatifs ou des déterminants indépendants de l'abandon. Troisièmement, les tableaux reposent sur des catégories déclarées et une modalité principale par répondante, alors que plusieurs causes peuvent coexister. Quatrièmement, les conséquences et les solutions sont des perceptions déclarées, non des effets ou interventions suivis longitudinalement. Enfin, le dossier analysé ne fournit pas les informations nécessaires pour documenter ici la procédure d'échantillonnage détaillée, le taux de réponse, les caractéristiques sociodémographiques des participantes ni les procédures éthiques et de consentement.

Des recherches futures devraient relier les questionnaires aux registres d'inscription, de présence, de redoublement, d'achèvement et de réintégration, tout en documentant l'âge, la classe, la situation familiale, le déplacement, le niveau socioéconomique et l'établissement. Un échantillon comparatif incluant des filles restées scolarisées permettrait d'utiliser des modèles multivariés pour identifier les facteurs indépendamment associés à l'abandon. Des approches longitudinales et des entretiens avec filles, parents, enseignants, chefs d'établissement et responsables de la Sous-division aideraient également à comprendre les trajectoires avant et après la rupture scolaire.

7. Conclusion

Cette étude fournit une photographie descriptive des causes déclarées de l'abandon scolaire des filles dans la Sous-division de l'EDU-NC de la ville de Beni. Les réponses mettent en évidence une configuration dominée par des contraintes financières, sécuritaires et familiales, auxquelles s'ajoutent des difficultés scolaires, sanitaires et liées à la grossesse adolescente. Le manque de frais scolaires (19,8 %), l'insécurité (18,0 %) et le décès parental (14,1 %) regroupent à eux seuls 51,9 % des causes déclarées.

La distribution des causes s'écarte fortement d'une répartition uniforme, $\chi^2(9) = 149,30$, $p < 0,001$, $w = 0,51$. Ce résultat établit une concentration descriptive des réponses sur certaines catégories, mais ne démontre pas leur effet causal sur le risque individuel d'abandon. La même prudence s'applique aux conséquences et aux pistes de solutions, qui reflètent des perceptions et des priorités déclarées par les répondantes.

Les conséquences les plus citées sont la délinquance juvénile et l'illettrisme, tandis que les priorités d'action placent en tête la sécurité et l'amélioration des conditions socioéconomiques. Ces résultats convergent avec la littérature congolaise et subsaharienne qui insiste sur l'articulation entre pauvreté, sécurité, normes de genre, qualité de l'environnement scolaire, grossesse adolescente, protection et conditions de santé des filles.

La réponse institutionnelle gagnerait donc à être organisée autour de trois fonctions complémentaires : prévenir, par la détection précoce des absences et des vulnérabilités; maintenir, par l'appui économique, la sécurité, un climat scolaire inclusif et des conditions sanitaires adéquates; et réintégrer, par des dispositifs de rattrapage et d'accompagnement des filles ayant connu une grossesse, une maladie, un déplacement ou une interruption prolongée.

En définitive, l'abandon scolaire des filles à Beni ne peut être réduit à une défaillance individuelle. Les données disponibles orientent vers une réponse coordonnée associant écoles, Sous-division de l'EDU-NC, familles, autorités locales et partenaires. La prochaine étape scientifique devrait consister à suivre longitudinalement les parcours scolaires et à comparer filles décrocheuses et filles maintenues à l'école afin d'identifier, avec davantage de précision, les facteurs modifiables sur lesquels concentrer les interventions.

Contributions : Conceptualisation, KMB ; méthodologie, KMB ; investigation, KMB ; traitement des données, KMB ; rédaction du manuscrit, KMB ; révision et correction du manuscrit, KMB. L'auteur a lu et approuvé la version finale du manuscrit.

Sponsor financier : Cette recherche n'a reçu aucun soutien financier déclaré.

Disponibilité des données : Les données utilisées dans cette étude peuvent être consultées auprès de l'auteur sous réserve du respect de l'anonymat des répondants.

Remerciements : Non applicable.

Conflits d'intérêt : L'auteur déclare n'avoir aucun conflit d'intérêt.

Références

1. Adelman, M., Trako, I., Faron de Goër, E., & Sallami, M. (2021). Determinants of the basic education gender gap in DRC: Supply and demand side factors. World Bank. <https://documents.worldbank.org/curated/en/733861636744027227>
2. Anbesu, E. W., & Asgedom, D. K. (2023). Menstrual hygiene practice and associated factors among adolescent girls in sub-Saharan Africa: A systematic review and meta-analysis. BMC Public Health, 23, 33. <https://doi.org/10.1186/s12889-022-14942-8>
3. Betsu, B. D., Medhanyie, A. A., Gebrehiwet, T. G., & Wall, L. L. (2024). Menstrual hygiene management interventions and their effects on schoolgirls' menstrual hygiene experiences in low and middle income countries: A systematic review. PLOS ONE, 19(8), e0302523. <https://doi.org/10.1371/journal.pone.0302523>
4. Gándara, F., & Laesecke, A. (2022). Unpacking the relationship between female teachers and gender gaps in the Democratic Republic of the Congo: The critical role of gender-sensitive pedagogy in student attendance and achievement. Social Sciences & Humanities Open, 6(1), 100347. <https://doi.org/10.1016/j.ssaho.2022.100347>
5. Landis, D., Falb, K., Nyanguba, M., & Stark, L. (2021). The role of gender attitudes in shaping girls' participation in formal education in the Democratic Republic of the Congo: A matched analysis of girls' and caregivers' perspectives. Children and Youth Services Review, 126, 106025. <https://doi.org/10.1016/j.childyouth.2021.106025>
6. Landis, D., Yu, G., Tanner, S., Karungu, C., Mallinga, P. A., Falb, K., & Stark, L. (2019). The school participation effect: Investigating violence and formal education among girls in the Democratic Republic of the Congo. Compare: A Journal of Comparative and International Education, 49(5), 817–836. <https://doi.org/10.1080/03057925.2018.1464384>
7. MINEDU-NC. (2025, 1er août). L'ONU salue la décision de la RDC de maintenir les filles enceintes à l'école. Ministère de l'Éducation nationale et Nouvelle Citoyenneté. <https://www.edu-nc.gouv.cd/actualites/lonu-salue-la-decision-de-la-rdc-de-maintenir-les-filles-enceintes-a-lecole>
8. Mpia, H. N. (2020). Des griefs de l'échec de l'enseignement de l'informatique dans des universités de la RDC : Enjeux socio-didactiques de la crise. Etincelle, 22(1), 1–14. <https://doi.org/10.61532/rime221111>
9. Mpia, H. N., Kivuyirwa, K. M., & Katya, K. A. (2023). Deep learning for predicting university academic fees in a semi-urban area. American Journal of Education and Technology, 3(1), 9–17. <https://doi.org/10.54536/ajet.v3i1.2307>
10. Nyakato, V. N., Kemigisha, E., & Kools, S. (2026). Adolescent mothers' second chance education: A systematic review of school re-entry and continuation policies in sub-Saharan Africa. South African Journal of Education, 46(2), 1–15. <https://doi.org/10.15700/saje.v46n2a2517>

11. Radio Okapi. (2026, 13 juin). Insécurité dans l'Est : plus de 6 000 élèves ratent l'ENAFEP au Nord-Kivu. <https://www.radio-okapi.net/2026/06/13/actualite/societe/insecurite-dans-lest-plus-de-6-000-eleves-ratent-lenafep-au-nord-kivu>
12. Tefera, L., & Wodon, Q. (2025). Democratic Republic of the Congo: Trends in completion rates by education level and gender (UNESCO IICBA Data Brief 2025-12). UNESCO International Institute for Capacity Building in Africa.
13. UNICEF Data. (2024). Child marriage in Democratic Republic of the Congo. Child Marriage Data Portal. <https://childmarriagedata.org/country-profiles/democratic-republic-of-the-congo/>
14. UNICEF RDC. (2021). Les enjeux de l'éducation en RDC : priorité sur les filles. UNICEF. <https://www.unicef.org/drcongo/rapports/les-enjeux-de-leducation-en-rdc-priorite-sur-les-filles>
15. UNICEF RDC. (s. d.). Education: The challenge. UNICEF Democratic Republic of the Congo. Consulté le 14 septembre 2026, sur <https://www.unicef.org/drcongo/en/what-we-do/education>
16. UNICEF West and Central Africa. (2024). Adolescent girls in West and Central Africa: Issue brief. UNICEF. <https://www.unicef.org/wca/reports/adolescent-girls-west-and-central-africa-2024-issue-brief>
17. Zook, L., Alexandre, A. B., Hood, M. M., & Harlow, S. D. (2025). Impact of a music therapy program on mental health and school attendance among female adolescents in Kasai-Central province, Democratic Republic of Congo. *Cambridge Prisms: Global Mental Health*, 12, e44. <https://doi.org/10.1017/gmh.2025.31>